

**Roland Vidal**

## **La ville, l'espace vert et l'espace ouvert en Tunisie**

Introduction à

Turki Y & Zhioua I : *Ville et espaces verts*. Ed. ISTEUB, Tunis , 2008. Pages 7-10

Si le désir des citoyens de disposer de parcs ou de jardins au sein des espaces urbains apparaît aujourd'hui légitime, il ne faut pas oublier que les villes du monde entier se sont durant des millénaires construites sans que ces espaces ouverts intra-urbains n'apparaissent nécessaires.

Repliées derrière leurs remparts, les villes d'autrefois se sont toujours développées dans une logique d'économie d'espace, notamment en Méditerranée. Les raisons relevaient d'abord de la sécurité : la médina, comme la ville médiévale européenne, devait être un lieu facile à défendre, donc le moins étendu possible. Mais elles relevaient aussi des contraintes imposées par l'approvisionnement alimentaire : les centres-villes ne pouvaient être trop éloignés des lieux de production des denrées périssables. C'est ainsi que, traditionnellement, la ceinture militaire que représentaient les remparts se doublait d'une ceinture maraîchère, que l'on appelle aussi horticole — du latin *hortus*, « jardin ».

Sauf exceptions, le jardin n'était donc pas dans la ville mais immédiatement à son contact. Il n'avait pas une vocation d'agrément mais une vocation alimentaire. Il constituait aussi un espace de transition derrière lequel se développaient l'espace de l'agriculture, productrice de denrées moins périssables comme les céréales, celui de l'élevage, puis l'espace incertain de la « nature sauvage ».

Cette logique spatiale concentrique fonctionna, avec de nombreuses variantes, durant des millénaires jusqu'à ce qu'elle soit bouleversée par la révolution industrielle et les progrès techniques qui l'accompagnèrent. Le XIX<sup>e</sup> siècle vit ainsi les remparts devenir inutiles du fait des progrès de l'artillerie, tandis que le développement du chemin de fer, puis du transport routier, permirent d'éloigner les exploitations maraîchères. La ville put donc s'étendre librement et répondre ainsi aux besoins de l'exode rural qui accompagna rapidement le développement industriel.

Les conséquences en furent assez vite dramatiques, surtout pour les populations ouvrières des grandes villes européennes qui s'entassaient à proximité des lieux de production dans des conditions d'hygiène déplorables. C'est l'époque où apparut la nécessité d'ouvrir des espaces de respiration dans le tissu urbain, en même temps que l'on assainissait les réseaux hydrauliques. L'espace public de la ville moderne prit ainsi forme, initié par des préoccupations essentiellement hygiénistes qui expliquent la place importante donnée au végétal et donc aux parcs et jardins.

Ces préoccupations, néanmoins, s'appliquent très inégalement à mesure que les villes étendent leur emprise territoriale tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Les besoins en espaces ouverts restent largement insatisfaits tandis que les parcs et jardins se cantonnent le plus souvent dans les quartiers privilégiés. Dans le même temps, l'échelle de la ville change avec les phénomènes de péri-urbanisation, et l'on ne parle plus d'une distinction nette entre la cité et la campagne qui l'entoure, mais d'un territoire plus vaste que l'on qualifie plutôt de « région urbaine » et dans lequel les espaces urbains partagent le territoire avec les espaces ouverts, naturels ou agricoles.

Face à l'inexorable expansion des villes qui, privées de leurs ceintures maraîchères, « consomment » et menacent l'intégrité des territoires qui les entourent, les pouvoirs publics de la plupart des pays industrialisés réagissent d'abord par la mise en défens des espaces naturels (forêts, zones humides, etc.). Plus récemment, les espaces agricoles, longtemps considérés comme simples réserves foncières, sont à leur tour pris en considération comme composantes des projets territoriaux.

En réponse à une demande sociale d'espaces verts/ouverts, souvent indistinctement formulée, se profilent donc aujourd'hui deux types de réponses, analysées ici dans le cadre du Grand Tunis :

- Créer des parcs et jardins publics là où ils font défaut, et réfléchir à leur meilleure adaptation aux attentes sociales.
- Concevoir une planification urbaine qui intégrerait l'agriculture comme composante spatiale des projets territoriaux.

C'est au croisement de ces deux réflexions, qui font appel à une large pluridisciplinarité, que se situe le séminaire « Villes et espaces verts » organisé par l'ISTEUB.

L'art des jardins, tout d'abord, se doit d'être revisité à la lumière d'une approche historique qui permettra de mieux situer les influences internationales en regard des apports culturels spécifiques qui se sont développés en Tunisie. L'étude des jardins de l'époque beylicale (S. Zaïer) montre ainsi que la culture paysagère n'est pas une simple importation, comme on l'a souvent dit, mais une construction spécifique qui s'enracine dans des pratiques locales très anciennes. Plus tard, le développement des hôtels-jardins (I. Saïdane et R. Vidal) se fera aussi au croisement entre des influences artistiques internationales et un savoir-faire proprement tunisien, qui gagnerait sans doute à être réétudié aujourd'hui.

Ce recadrage historique permettrait peut-être de relativiser le poids de l'héritage colonial fortement présent dans la forme d'un certain nombre de jardins publics anciens, mais aussi dans les méthodes de conception des jardins actuels. Il permettrait aussi, en resituant les projets dans la culture tunisienne contemporaine, de sortir d'une simple logique de programmation souvent réduite à la recherche de quotas d'espaces verts par habitants (I. Zaafrane Zhioua et S. Y. Turki). Car en transposant trop rapidement des logiques spatiales internationales, qui sous-entendent une certaine idée universelle de qualité de cadre de vie, on conforte l'image d'une Tunisie soucieuse de son environnement et donc attractive du point de vue touristique, mais on ne répond pas forcément aux attentes des Tunisiens eux-mêmes, comme le montre l'étude des pratiques sociales dans les parcs et jardins du Grand Tunis (B. Loukil et S. Ben Jebara Boussaada).

La réponse à ces attentes sociales ne passe d'ailleurs pas uniquement par la création de ces espaces verts, souvent coûteux à réaliser puis à entretenir. Les territoires agricoles encore présents à proximité des aires urbaines pourraient eux aussi jouer un rôle déterminant dans les extensions futures des grandes métropoles, pour peu que l'on prenne en considération les contraintes spécifiques de l'*agriculture urbaine* (M. Bouraoui). Il y a là un enjeu qui dépasse la simple volonté de ménager des espaces de loisir dans la densité urbaine : il touche également à l'aménagement durable du territoire, dans toutes ses dimensions, économiques, environnementales et sociales.

*Roland Vidal*

Docteur en Sciences de l'environnement, enseignant-chercheur à l'Ecole nationale supérieure  
du paysage de Versailles